



Suite à l'Accord historique de Paix conclu avec les FARC, mettant fin à plus de 50 ans de conflit, la Colombie devrait connaître un essor économique qui générera des investissements sans précédent dans plusieurs secteurs d'activité incluant les infrastructures, les télécommunications, le transport, l'agriculture et les services. La table ronde organisée par France-Amériques le 27 février 2017 a permis de comprendre les défis et les opportunités pour cette troisième plus grande économie en Amérique Latine forte de ses 47 millions d'habitants et qui pourrait bientôt être membre de l'OCDE.

France-Amériques organisait le 27 février 2017 une table ronde sur l'impact de l'Accord de Paix signé en Colombie en novembre 2016 avec les forces Armées Révolutionnaires "FARC". Environ 80 participants, principalement du secteur privé ont assisté à l'événement.



Dans sa présentation, l'ambassadeur de la Colombie, Son Excellence Federico Renjifo-Velez a indiqué que le processus engagé, lequel implique le désarmement de plus de 6000 combattants, devrait être complété d'ici à juin 2017. Il a souligné que le gouvernement s'est engagé à faire voter plus de 100 projets de loi, dont certains portent sur des réformes agraires impliquant la restitution de terres à des milliers de petits producteurs déplacés par le conflit. L'Accord de paix prévoit également la mise sur place d'une justice transitionnelle et des compensations pour les victimes du conflit. À ceci s'ajoute un accord sur la participation politique des dirigeants des FARC et l'engagement de la guérilla à lutter contre le narco trafic. Plus de 700 projets sont prévus dont certains visent l'intégration des ex-combattants dans la société. Plusieurs municipalités rurales longtemps laissées à elles-mêmes en raison du conflit seront dotées d'infrastructure leur permettant de croître. Les FARC se sont engagées à appuyer le gouvernement dans l'éradication des plantations de coca et leur remplacement par d'autres productions.

L'Ambassadeur a souligné que la Colombie devra poursuivre sa diversification économique afin de réduire sa dépendance vis-vis du pétrole. Ceci se fera entre autres en capitalisant sur ses accords de libre-échange impliquant 50 pays de même que sur ses accords bilatéraux sur l'investissement.

L'Ambassadeur a souligné que la Colombie devra poursuivre sa diversification économique afin de réduire sa dépendance vis-vis du pétrole. Ceci se fera entre autres en capitalisant sur ses accords de libre-échange impliquant 50 pays de même que sur ses accords bilatéraux sur l'investissement.

La Colombie bénéficiera de fonds "post-conflit" provenant de l'ONU, de l'Union Européenne et de banques multilatérales qui permettront de financer de nombreux programmes d'infrastructure et de réinsertion des ex-combattants de même que des populations déplacées par le conflit. Il est également souhaité que les États-Unis continuent d'appuyer financièrement la Colombie dans sa lutte contre la production illicite de drogue en maintenant le "Plan Colombia".

L'Ambassadeur s'est dit confiant que l'Accord conclu avec les FARC sera bientôt suivi d'un accord avec le ELN, la dernière guérilla qui reste en Colombie.



Monsieur Angel Melguizo, chef de l'Unité Amérique latine et Caraïbes du Centre de Développement de l'OCDE a pour sa part reconnu les perspectives économiques favorables en Colombie, un pays qui connaît une croissance au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE et de l'Amérique latine. (3.1 % du PIB en 2015). Ceci est remarquable compte tenu de la baisse du prix du pétrole, une source importante de revenus pour l'Etat colombien. Pour maintenir une croissance soutenue et sa compétitivité, la Colombie devra améliorer la productivité du travail. Le pays doit également diversifier son économie, laquelle est encore fortement dépendante des ressources naturelles. Il sera aussi nécessaire de faire passer un plus grand nombre de travailleurs vers l'économie formelle afin de réduire pauvreté, d'augmenter les revenus de l'Etat et de permettre d'étendre les programmes sociaux à un plus grand nombre de citoyens tout en rehaussant le niveau de confiance de la population et surtout des jeunes dans les institutions du pays. La Colombie devra aussi améliorer la qualité de l'enseignement afin de mieux répondre aux attentes des employeurs et attirer plus d'investissement.

Monsieur Melguizo a reconnu que l'accession éventuelle de la Colombie à l'OCDE allait contribuer au renforcement de la gouvernance et des institutions du pays ce qui, de concert avec un retour à la sécurité intérieure favorisera la confiance des investisseurs.



Le troisième intervenant, Monsieur Pierre Barnabé, Chief Operating Officer responsable du Big Data & Security chez Atos a pour sa part parlé de l'expérience très positive de son entreprise en Colombie et de l'énorme potentiel que présente le pays dans les secteurs industriels, des télécommunications, des transports, de la distribution, de la santé, des services publics, de la défense et de la sécurité. Il s'est dit impressionné par le dynamisme du secteur privé et les grandes opportunités offertes aux sociétés françaises dans les prochaines années.